L'écologie décoloniale, c'est quoi ?

Grâce à des exemples actuels dans le monde à relier à de petits "objets indices", découvre 6 thèmes qui te permettront de mieux cerner pourquoi il est important de lutter pour une écologie anti-raciste alliée des droits des peuples.

Outil pédagogique créé par l'association Lafi Bala (www.lafibala.org)

Outil mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - En accès libre - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International. Voir le détail sur https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr

Objectif

Présenter l'écologie sous un angle systémique en faisant apparaître d'autres enjeux, décloisonner les réflexions, diversités d'approche et recherches de solutions.

Lafi Bala souhaite par le biais de ce petit atelier sensibiliser aux valeurs qu'elle porte et qui l'animent en permettant d'appréhender l'intersectionnalité dans les luttes environnementales sous forme ludique.

Sous-objectifs

- Visibiliser des exemples dans le monde en introduisant différents concepts à lier avec ces situations
- Se décentrer et mettre en avant le droit des peuples sous le prisme des enjeux environnementaux
- Découvrir des situations en les décortiquant sous la lunette des colonisations
- Requestionner l'écologie et son lien au capitalisme
- Inspirer par la découverte sur chaque thématique des collectifs en lutte

Résumé

Les participant·es vont découvrir une carte du monde sur une table.
À côté, 18 cartes décrivant des situations dans différents pays (les noms des pays sont renseignés au verso).
Il y a aussi 6 présentoirs avec un mot sur chacun et une image affiliée (leur définition est inscrite au verso mais doit rester cachée pour privilégier la recherche individuelle et collective du public).
Chacun des 6 présentoirs a 3 objets devant lui reprenant l'image affiliée. Ces objets indices symbolisant les 6 thèmes :

- Extractivisme - un coffre
- Racisme environnemental - un baril avec une tête de mort
- Biopiraterie - un drapeau pirate
- Colonialisme vert - une cloche transparente
- Néocolonialisme financier - un chapeau colon
- Assimilation - un bonhomme qui en peint un second de la même couleur que lui

Le public doit prendre connaissance des situations et les replacer sur la carte pour ensuite les relier aux 6 termes et matérialiser ce lien par le positionnement de l'objet affilié à côté de l'exemple qui lui semble correspondre. Ces associations de 3 exemples par thèmes permettront d'élaborer collectivement une définition commune à chacun des 6 termes afin de mieux cerner ensuite ce qu'est l'écologie décoloniale, ses valeurs.

Durée

Le jeu peut être fait en format passant et donc s'adapter au temps des participant·es ou avec un public captif où il faudra dans ces cas là compter 1h et faire des équipes par termes.

Mise en place et matériel

Un planisphère, privilégier la projection Peters.
Les 6 présentoirs thématiques avec leurs définitions au verso (disponibles à la fin de ce livret)
Les 18 cartes situations (disponibles à la fin de ce livret)
Les 6 objets en 3 exemplaires affiliés aux 6 termes (disponibles format papier à la fin de ce livret)
Les cartes "Collectifs en lutte"

Thématiques et leurs exemples

Racisme environnemental

Définition : Le racisme environnemental désigne les injustices environnementales que subissent plus fortement les populations racisées. "La hiérarchisation raciste d'une société, la marginalisation et les discriminations visant certains groupes ethniques renforcent les risques pour ces personnes d'être plus impactées par les pollutions industrielles, les catastrophes environnementales ou encore les événements météorologiques extrêmes. "(extrait du site Notre affaire à tous)

Exemples liés :
Essais nucléaires en Polynésie française
Exportation des déchets en Turquie
Aires d'accueil de gens du voyage en France

Colonialisme vert

Définition : Sanctuarisation de grands espaces "naturels" à des fins de protection de l'environnement en mettant à l'écart les populations qui y vivaient ancestralement. Cette naturalisation forcée s'inscrit en continuité du mythe de l'Afrique vierge et sauvage. Tandis qu'en Europe on valorise et sauvegarde les « paysages façonnés par le pastoralisme » par exemple.

Exemples liés :
Compensations carbone au Liberia
Zone de safari WWF en Tanzanie
Zone de conservation en République du Congo

Extractivisme

Définition : Mode d'accumulation de richesses reposant sur la surexploitation de ressources naturelles brutes principalement destinées à l'export. Il repose sur la quête de matières premières (minérales, pétrolifères, agricoles, animales, sylvicoles...) sans considération des dégâts souvent irréversibles sur le milieu et le vivant. Est souvent corrélé à un asservissement de la main d'oeuvre locale, "la malédiction des ressources".

Exemples liés :
Concessions d'argiles ioniques à Madagascar
Accords de pêche avec l'UE au Sénégal
Exploitation du phosphate en Tunisie

Biopiraterie

Définition : Désigne l'appropriation illégitime des ressources de la biodiversité et des connaissances traditionnelles des peuples autochtones, sans que ceux-ci ne soient consultés, n'expriment leur consentement, ni n'en tirent avantage. 90 % des ressources de la biodiversité sont dans les pays dits “du Sud” alors que 97 % des brevets sur ces ressources ont été déposés par des compagnies des pays dits “du Nord”.

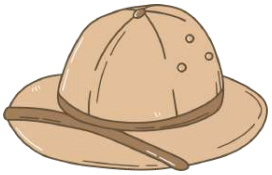
Exemples liés :
Neem en Inde par des firmes pharmaceutiques
Stevia au Paraguay par des multinationales de l’alimentaire
Haricot au Mexique par des industriels

Assimilation

Définition : Terme associé aux politiques menées dans les colonies. En France, une circulaire de 1927 la définissait comme “l’absorption plus complète et parfaite des éléments étrangers dans la nation”.
Les groupes indigènes représentent 6 % de la population mondiale et gèrent au moins 25 % de la surface terrestre, où se concentrent 80 % de la biodiversité.

Exemples liés :
Homes indiens en Guyane
Stérilisations forcées au Pérou
Camps de travail forcés et politique des mariages en Chine

Néocolonialisme financier



Définition : Politique impérialiste menée par certains pays ou institutions internationales visant à maintenir par des moyens économiques détournés leur domination sur des États indépendants, autrefois colonisés, permettant de pérenniser leur contrôle et servir leurs propres intérêts.

Exemples liés :
Franc CFA dans 14 pays d’Afrique de l’Ouest et centrale
Dette de la libération en Haïti
Accords de partenariats économiques au Ghana

L'écologie décoloniale

Introduite par le Colombien **Arturo Escobar** dans son livre “Sentir-penser avec la terre. L’écologie au-delà de l’Occident” qui se concentre sur les **luttes indigènes et les mouvements de libération** en Amérique du Sud, développée à l'origine dans la Caraïbe par l'Haïtien **Georges Anglade**, ainsi que les Martiniquais **Garcin Malsa** et **Marcellin Nadeau** à la fin des années 1980,
Elle a été théorisée et mise en avant en France en 2019 par **Malcom Ferdinand** dans son **ouvrage de thèse “Une écologie décoloniale”**.
L'écologie décoloniale est une **approche critique** qui relie la **lutte pour la justice écologique** à celle contre le colonialisme. Le racisme est un rapport de domination issu du colonialisme : la décolonisation, c’est s’attaquer à ses racines. L'écologie décoloniale dénonce le **rôle historique de l'exploitation coloniale** dans la destruction des écosystèmes. Les sociétés européennes modernes se sont développées et enrichies grâce à la mise en **esclavage, la dépossession et l’exploitation des corps et des terres** : un habiter colonial. Loin d’être une simple question technique, la crise écologique est profondément liée à un **modèle économique capitaliste** qui induit une surproduction qui va de pair avec la dépossesion, la maltraitance et l’assimilation : **l’altéricide**.
L’écologie décoloniale refuse la vision paternaliste et néolibérale d’une « transition écologique » menée par les puissances économiques dites du Nord, qui profitent d’une “croissance verte” basée sur la surexploitation de l’Autre. Elle dénonce la manière dont les grandes entreprises multinationales, soutenues par des gouvernements, pillent, accaparent et détruisent, tout en rejetant les **conséquences écologiques et climatiques sur les populations marginalisées**, qu'il s'agisse des communautés autochtones, afrodescendantes ou travailleuses des pays pauvres.
Cette approche engage donc une **réflexion systémique sur les rapports de pouvoir globalisés** qui maintiennent une grande partie de l'humanité dans la pauvreté et la vulnérabilité climatique. Elle plaide pour **une justice climatique globale fondée sur la reconnaissance des injustices historiques et la fin des dominations**.
“*L’écologie décoloniale, c’est la possibilité d’une pluralité de vivants humains et non humains qui ont la Terre en commun et qui arrivent à une organisation cosmopolitique plurielle”* Arturo Escobar, 2018.

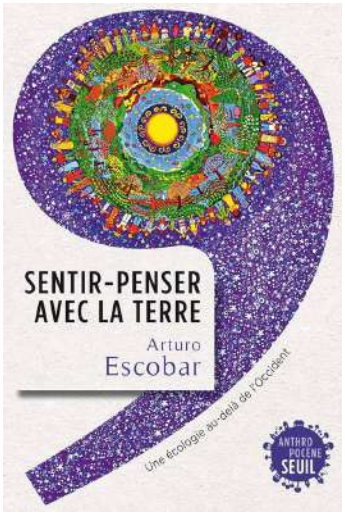
Le débriefing : Format d’action et Lumière sur les collectifs en lutte

Le sujet pouvant être très lourd et les exemples percutants nous avons choisi d’ajouter des exemples de collectifs (non exhaustifs) qui luttent sur ces sujets (fichier en fin de document), tout en proposant une réflexion sur les divers modes d’action et leur résonance en tant qu’individu. “*Et moi, comment j’ai envie de faire bouger les choses “.*

En effet **les mouvements de luttes peuvent** se structurer autour d’un paradigme de **pluralité des modes d’action**. Dans la lignée d’*Adeline de Lépinay Organisons-nous ! (Schéma en fin de fichier)*, les stratégies avec, contre, dans et sans le pouvoir illustrent la **coexistence de répertoires de lutte différenciés,** adaptés à des contextes politiques et rapports de pouvoir mouvants. Loin d’être hiérarchisés, ces formats de lutte composent un écosystème stratégique où se combinent confrontation, coopération critique, infiltration institutionnelle et autonomisation. Son analyse peut être à discuter et les limites entre ces 4 grands axes sont poreuses. Mais ce cadre analytique permet de comprendre comment les sociétés produisent du changement, non pas par un modèle unique, mais par une hybridation des tactiques, en fonction des opportunités politiques et des horizons d’émancipation recherchés.

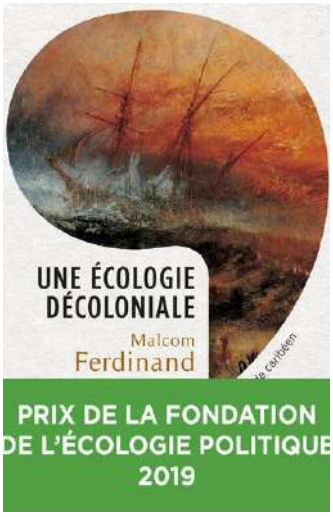
RESSOURCES

LECTURES

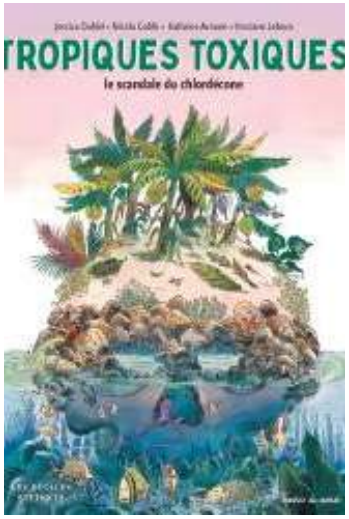


Arturo Escobar, Sentir-Penser avec la terre, une écologie au delà de l'Occident, 2018.

Fatima Ouassak, Pour une écologie pirate, Et nous serons libres, 2023.

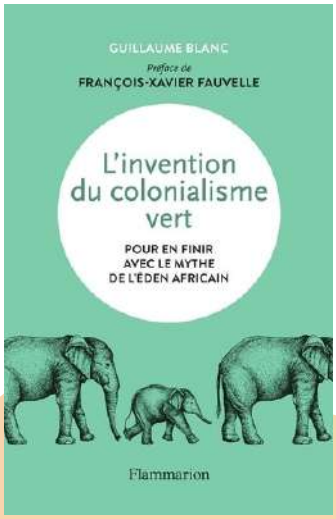


Malcom Ferdinand, Une écologie décoloniale, penser l'écologie depuis le monde caribéen, 2019.



Jessica Oublié, Tropiques toxiques, le scandale du chlordécone, 2020.

Fiore Longo, Décolonisons la protection de la nature, plaidoyer pour les peuples autochtones et l'environnement, 2023.



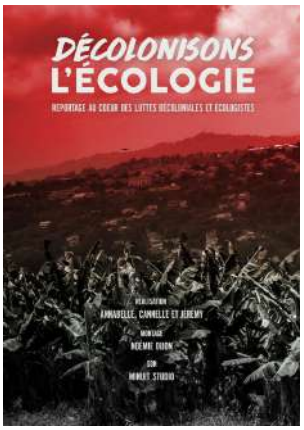
Guillaume Blanc, L'invention du colonialisme vert, pour en finir avec le mythe de l'éden africain, 2020.

PRÊT GRATUIT POUR NOS ADHÉRENT·ES

ritimo. L'écologie, un problème de riches ? 2021

RESSOURCES

AUSIOVISUELLES



Décolonisons l'écologie, reportage au coeur des luttes décoloniales et écologistes, 2021.
Réalisé par Annabelle Aim, Cannelle Foudrinier &Jérémy Boucain.
(Documentaire)

LES RENCONTRES AFROTOPIQUES x L'écologie décoloniale avec Malcom Ferdinand, 2020.
Marie-Yemta Moussanang
(Podcast)

KIFFE TA RACE #98 : Rendez l'écologie aux quartiers populaires ! avec Fatima Ouassak, 2023.
Rokhaya Diallo & Grace Ly
(Podcast)

La terre au carré : Le colonialisme vert avec Guillaume Blanc, 2020
Mathieu Vidard
(Podcast)

Histoires crépues x LE MEDIA Le débrief.
Ecologie décoloniale : qui peut vraiment sauver notre planète ? Avec Souba Brunel, Edwige Fouda & Kéo, 2023
Seumboy Vrainom

196 essais nucléaires effectués par la France ont eu lieu de 1966 à 1996.
Dès la première explosion, les responsables militaires sont informés de retombées radioactives beaucoup plus importantes que prévues.
On dénombre 170 000 personnes exposées.

Ce pays est devenu la première destination des déchets plastiques de l'Union européenne, la moitié des déchets plastiques de l'UE y est envoyée.
Le traitement de ces déchets libère des substances chimiques toxiques provoquant maladies chez les travailleur·euses et pollution des denrées agricoles.

Plus de la moitié des aires d'accueil de "gens du voyage", équipements de service public, sont installées à proximité directe de sources de pollutions toxiques et sonores : déchetteries, décharges, stations d'épuration, autoroutes, voies de TGV, sites industriels dangereux, sociétés d'équarrissage...

Ce gouvernement a accepté de vendre 10% des terres du pays à la société dubaiotte Blue Carbon afin de préserver les forêts. La société prévoit de les revendre à des pays industrialisés pour compenser leurs émissions de gaz à effet de serre.

Messok Dja est la terre ancestrale du peuple baka.
Le WWF y a établi une zone de conservation de la biodiversité, remettant en question les pratiques et usages traditionnels des baka.
L'ONG a financé dans ce cadre des gardes forestiers qui ont commis des actes de violence sur ces personnes.

Les Massaï ont été déplacés au Ngorongoro dans les années 1950 par l'administration britannique. Aujourd'hui, les autorités chargées de la protection de l'environnement, les ONG et les entreprises de tourisme leur reprochent de nuire à la "beauté naturelle". Des milliers de bergers Massaï sont expulsés pour transformer leurs terres en zones élargies de safaris.

Dans la presqu'île d'Ampasindava, des millions de tonnes d'argiles ioniques dorment dans les sous-sols, composants très recherchés dans les technologies dites "vertes". Le procédé de lixiviation est à hauts risques. Sur 1/3 de ce territoire les paysan·es sont exproprié·es, pour créer une concession.

Depuis 1979, l'UE conclu 17 accords de pêche avec ce pays. Ces accords lui permettent de pêcher sans compter dans ces eaux poissonneuses, tout en diminuant la pression de la surexploitation de ses propres eaux. La pêche maritime y enregistre une baisse de 1/5ème des captures par rapport à 2003.

Depuis l'époque coloniale, la région entre Sfax et Gafsa est la principale zone d'exploitation du phosphate, indispensable pour nourrir les sols en agriculture intensive. On relève une augmentation des tremblements de terre causés par les explosions des roches à la dynamite. L'approvisionnement en eau est coupé pendant des semaines car les usines drainent plus des 3/4 de la capacité exploitée.

Le neem, «l'arbre miracle», a fait l'objet, en 1990, de 64 brevets par des firmes pharmaceutiques privées, qui avaient suivi durant plusieurs années certains peuples autochtones pour en connaître les vertus. Cela a entraîné une augmentation de la demande et la hausse des prix, en plus de la spoliation de connaissances ancestrales.

TURQUIE

POLYNÉSIE FRANÇAISE

LIBÉRIA

FRANCE

TANZANIE

RÉPUBLIQUE DU CONGO

SÉNÉGAL

MADAGASCAR

INDE

TUNISIE

La stévia, ingrédient miracle pour des géants comme Coca-Cola, pousse en Amazonie et permet d'offrir aux consommateur·rices des boissons naturellement allégées en calories. Plus de 140 brevets ont été déposés depuis 1985. Les Guaranis, dépossédé·es de leurs terres ancestrales, déplacé·es, travaillent maintenant en majorité dans les monocultures de canne à sucre.	En 1999, un Étatsunien dépose un brevet sur une variété de haricot Mayacobas, renommé Enola. Il attaque ensuite les deux principaux importateurs de ce haricot entraînant une perte de 90 % des revenus à l'exportation de plus de 20 000 fermier·es. Il demande également aux petits producteur·ices des royalties sur chaque kilo importé aux États-Unis.	
De 1935 à 2023, des enfants ont été retiré·es à leurs familles et élevé·es par des missionnaires dans les "homes indiens". Plus de 2 000 enfants, dont une majorité d'Amérindien·nes et Bushinengué·es, descendant·es d'esclaves marrons, y étaient forcé·es de prier, d'apprendre le catéchisme et de ne parler qu'une seule langue : le français. Un des objectifs était de grossir les rangs de la main-d'œuvre dans l'exploitation forestière.	Le dictateur Fujimori a fait stériliser 272 028 femmes entre 1996 et 2001 dont une grande majorité d'Amérindiennes de zones rurales sans leur consentement. Affaire classée sans suite à 4 reprises, des audiences publiques ont repris depuis 2021 grâce à la base de données QUIPU qui regroupe les témoignages enregistrés de milliers de victimes.	
Ce pays est accusé d'arrêter et interner plusieurs centaines de milliers de Ouïgours au Xinjiang, qui produisent, dans la filière coton, 18 % de la production mondiale. Dans ces régions, une allocation pendant 3 ans est versée aux mariages mixtes incitant aux mariages interethniques des minorités, et des avantages en points sont données à leurs enfants pour leurs études supérieures.	Créé en 1945, le « franc CFA » est aujourd'hui la monnaie de 14 pays d'Afrique centrale de l'Ouest. Arrimé à l'euro à un taux de change fixe et émis par le Trésor français, il permet à la France de bénéficier d'avantages économiques en facilitant l'exploitation des ressources naturelles. Un ratio de 50 % des réserves doit être maintenu ce qui restreint l'investissement pour le développement local des pays.	
En 1791, 50 000 esclaves entrent en insurrection armée, suite à la 1ère abolition de l'esclavage. La France exige une indemnisation des anciens colons et des échanges commerciaux privilégiés. En 1911, sur 3 dollars perçus via l'impôt sur le café, la principale source de revenus du pays, 2,53 servent à rembourser des emprunts. Le pays se plie encore aujourd'hui à des "ajustements structurels".	Le Ghana a signé un Accord de partenariat économique intérimaire avec l'Union européenne en 2016. Cet accord permet au Ghana de bénéficier d'un accès sans droits de douane ni quotas pour ses exportations (cacao, fruits tropicaux, poissons,...) vers l'UE. En contrepartie, le Ghana s'engage à ouvrir progressivement son marché aux produits européens sur une période de 20 ans.	

MEXIQUE

PARAGUAY

PÉROU

GUYANE

Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale,Tchad

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

CHINE

GHANA

HAITÏ

RACISME ENVIRONNEMENTAL

Le racisme environnemental désigne les injustices environnementales que subissent plus fortement les populations racisées. "La hiérarchisation raciste d'une société, la marginalisation et les discriminations visant certains groupes ethniques renforcent les risques pour ces personnes d'être plus impactées par les pollutions industrielles, les catastrophes environnementales ou encore les événements météorologiques extrêmes. "

VERT COLONIALISME

Sanctuarisation de grands espaces "naturels" à des fins de protection de l'environnement en mettant à l'écart les populations qui y vivaient ancestralement. Cette naturalisation forcée s'inscrit en continuité du mythe de l'Afrique vierge et sauvage. Tandis qu'en Europe on valorise et sauvegarde les « paysages façonnés par le pastoralisme » par exemple.

EXTRACTIVISME

Mode d'accumulation de richesses reposant sur la surexploitation de ressources naturelles brutes principalement destinées à l'export. Il repose sur la quête de matières premières (minérales, pétrolifères, agricoles, animales, sylvicoles...) sans considération des dégâts souvent irréversibles sur le milieu et le vivant. Est souvent corrélé à un asservissement de la main d'oeuvre locale, "la malédiction des ressources".

BIOPIRATERIE

Désigne l'appropriation illégitime des ressources de la biodiversité et des connaissances traditionnelles des peuples autochtones, sans que ceux-ci ne soient consultés, n'expriment leur consentement, ni n'en tirent avantage. 90 % des ressources de la biodiversité sont dans les pays dits “du Sud” alors que 97 % des brevets sur ces ressources ont été déposés par des compagnies des pays dits “du Nord”.

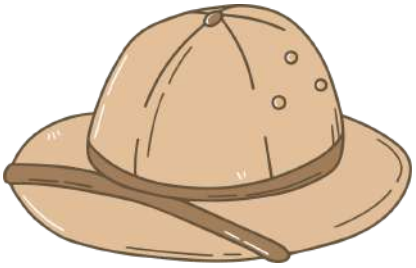
ASSIMILATION

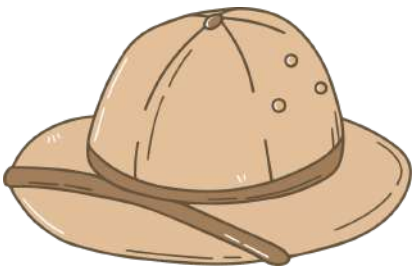
Terme associé aux politiques menées dans les colonies. En France, une circulaire de 1927 la définissait comme “l’absorption plus complète et parfaite des éléments étrangers dans la nation”.

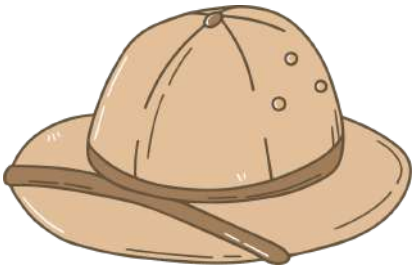
Les groupes indigènes représentent 6 % de la population mondiale et gèrent au moins 25 % de la surface terrestre, où se concentrent 80 % de la biodiversité.

NÉOCOLONIALISME FINANCIER

Politique impérialiste menée par certains pays ou institutions internationales visant à maintenir par des moyens économiques détournés leur domination sur des États indépendants, autrefois colonisés, permettant de pérenniser leur contrôle et servir leurs propres intérêts.







Et maintenant, on fait quoi ?

Prendre connaissance des actions présentées et les allier aux exemples vus précédemment pour mettre en lumière les luttes actuelles
4 groupes :

- **DANS le pouvoir : agir depuis l'intérieur du système**

depuis le pouvoir d'Etat ou l'offre institutionnelle de démocratie participative

- **AVEC le pouvoir : créer un rapport de force pour négocier et obtenir des réformes**

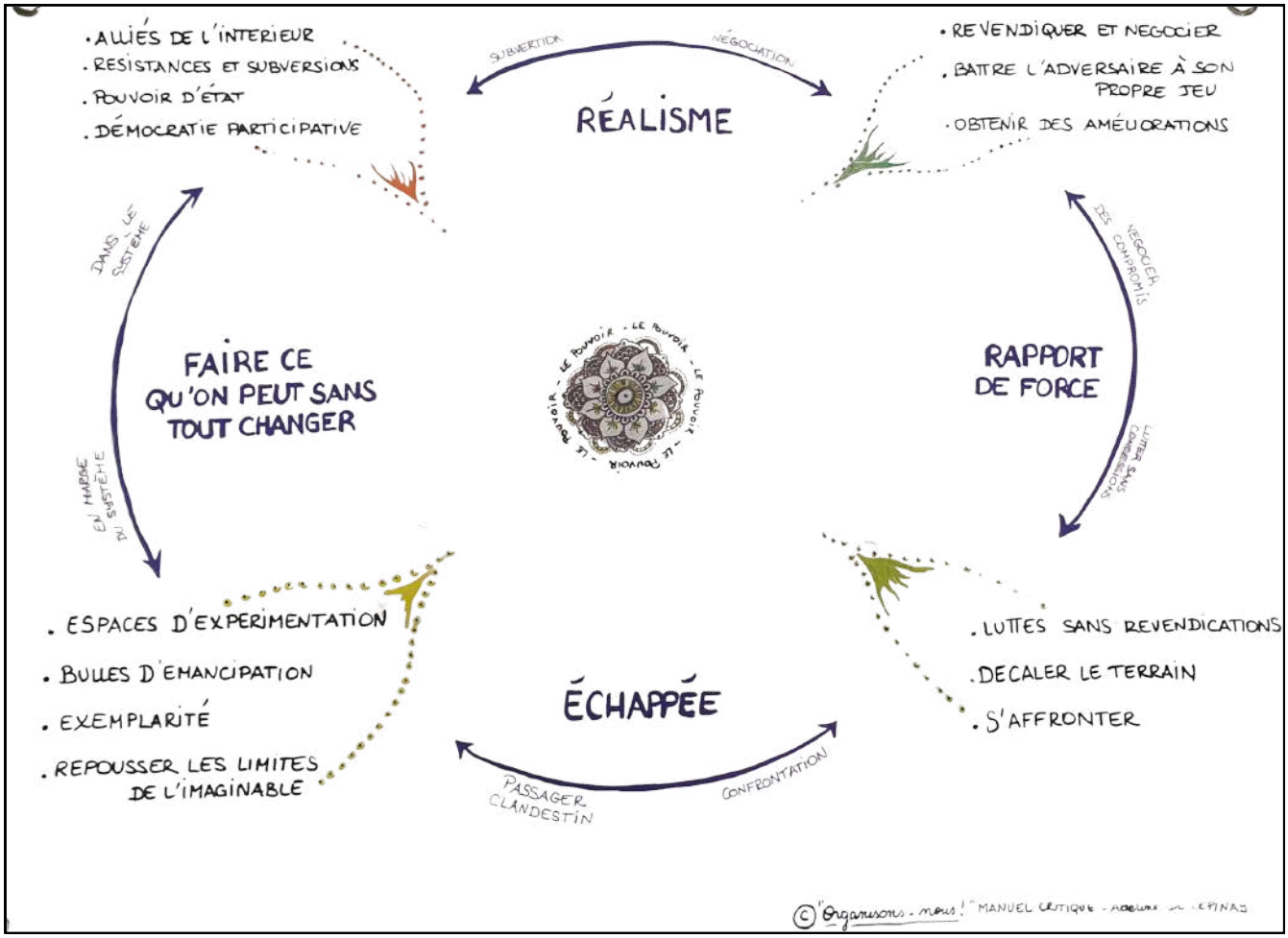
revendications et négociation

- **CONTRE le pouvoir : refuser de négocier**

rêver à plus grand, puissance des luttes, désobéissance civile

- **HORS du pouvoir : ne pas attendre le changement pour changer**

expérimenter, transformer, préfigurer pour compenser et construire des solidarités directes



tiré du livre « Organisons-nous ! Manuel critique« , par Adeline de Lépinay

Çöp Takas Ağı

- Organisation d'ateliers populaires sur la pollution plastique et la justice environnementale
- Création de réseaux locaux d'échange et de réutilisation des déchets
- Diffusion de contenus pédagogiques sur les déchets importés et leurs impacts
- Appui à des mobilisations citoyennes dans les quartiers les plus touchés

Suspension temporaire des importations de déchets plastiques par le gouvernement en mai 2021
Installation durable d'initiatives de recyclage solidaire dans plusieurs villes (notamment Istanbul et Izmir)
Renforcement des contrôles douaniers sur les déchets plastiques à l'entrée du territoire
Émergence d'un débat national sur les effets des politiques de gestion des déchets importés

193 - Te Ao Maohi

- Organisation de rassemblements et de marches annuelles le 2 juillet depuis 2016
- Revendications de justice environnementale, réparations sanitaires, reconnaissance du crime colonial et du mensonge d'État.
- Travail de mémoire intergénérationnel, notamment avec les femmes victimes de cancers liés aux radiations.

Le sujet revient dans le débat public local et international (ONU)
Publication de l'enquête "Toxique" par Disclose, relançant la mobilisation en 2021
Reconnaissance partielle par Emmanuel Macron de la responsabilité de la France.
Depuis 2022 : ouverture d'archives et amélioration partielle des indemnisations (sous pression)

Association France Liberté Voyage

- Défense des droits des personnes issues des communautés et aide juridique face aux expulsions et aux conditions indignes des aires d'accueil
- Organisation d'actions de visibilité, d'éducation populaire et de dialogue interculturel
- Mobilisation locale pour la création ou l'amélioration d'aires d'accueil respectueuses et autogérées

Condamnations de plusieurs communes par la justice administrative pour non-respect de la loi Besson (obligation d'aire d'accueil)
Suspension ou révision de projets d'aires insalubres ou discriminatoires (Strasbourg, Montpellier, Saint-Denis)
Avancées locales vers des formes d'autogestion des aires et des espaces plus dignes

Tany – Collectif pour la défense des terres malgaches

- Mobilisation des communautés rurales menacées par les concessions minières d'argiles ioniques
- Assistance juridique pour contester les permis d'exploitation
- Sensibilisation et plaidoyer auprès des institutions nationales et internationales
- Organisation de manifestations et actions directes pour protéger les terres et les ressources en eau

Suspension de plusieurs projets miniers controversés, dont l'arrêt du projet Daewoo (2009)
Annulation de certains permis miniers suite à la mobilisation communautaire (2011)
Reconnaissance accrue des droits fonciers des communautés rurales dans les débats publics

Coalition Nationale des Pêcheurs Artisanaux du Sénégal

- Mobilisation et plaidoyer contre la surexploitation des ressources par les flottes industrielles européennes.
- Sensibilisation et organisation d'actions de terrain pour défendre la pêche artisanale durable.
- Manifestations et blocages de navires industriels illégaux.

Création d'une plateforme régionale de dialogue entre pêcheurs, autorités et ONG en 2021
Reconnaissance accrue des droits des pêcheurs artisanaux dans les négociations publiques
Suspension en novembre 2024 de l'accord de pêche UE-Sénégal, interdisant l'accès des flottes européennes aux eaux sénégalaises.

Association Tunisienne des Jeunes pour le Développement Durable

- Dialogue avec les autorités locales et nationales pour améliorer les conditions de travail des mineurs et la gestion environnementale des sites.
- Participation aux commissions gouvernementales sur la transition énergétique et l'environnement.
- Organisation d'ateliers de sensibilisation auprès des communautés locales sur la pollution liée à l'extraction du phosphate.

Depuis 2018, intégration des représentants d'AJDD dans les discussions officielles sur les politiques minières.
En 2022, obtention de financements publics pour des projets de réhabilitation environnementale des sites miniers.

Movimiento Nacional de Mujeres Indígenas Andinas y Amazónicas del Perú

- Mobilisation contre les politiques de stérilisation forcée
- Plaidoyer pour la reconnaissance officielle des violations des droits humains subies par les femmes indigènes.
- Organisation de campagnes de sensibilisation et de formations sur les droits reproductifs dans les communautés autochtones.

Reconnaissance officielle des stérilisations forcées comme violation des droits humains par le gouvernement péruvien en 2015.
Inclusion des droits reproductifs dans les programmes de santé publique locaux depuis 2018.
Fujimori a déjà été condamné en 2009 à 25 ans de prison pour crimes contre l'humanité et pour corruption. Libéré en décembre 2023 par décision de la Cour constitutionnelle péruvienne, il n'a jamais été condamné à ce jour concernant les stérilisations forcées.

Conseil National des Peuples Autochtones de Guyane

- Dialogue institutionnel pour la reconnaissance des droits des peuples autochtones.
- Participation à l'élaboration de lois protégeant les terres et cultures autochtones.
- Sensibilisation aux enjeux d'assimilation et défense de l'autonomie culturelle.

2012 : Reconnaissance officielle du CNPG par l'État français.
2019 : Adoption d'une loi d'orientation intégrant des droits autochtones.
2023 : Implication dans le référendum consultatif sur la reconnaissance des peuples autochtones.

Réseau International pour les Droits des Ouïghours

- Dénonciation des camps de rééducation et du travail forcé au Xinjiang, Recueil de témoignages et preuves documentaires sur les violations.
- Sensibilisation et plaidoyer international pour la reconnaissance des persécutions
- Soutien juridique aux victimes et à la diaspora.

2021 : Reconnaissance officielle par le Parlement européen des persécutions ouïghoures comme génocide.
Multiples sanctions économiques ciblées contre des responsables chinois par plusieurs pays (États-Unis, Canada, UE).

Navdanya

- Défend les semences paysannes et les savoirs traditionnels face à la privatisation et aux brevets de firmes multinationales.
- Mène des campagnes de sensibilisation et des actions juridiques contre la biopiraterie.
- Promeut l'agroécologie comme alternative à l'agriculture industrielle.

2000 : Annulation par la Haute Cour indienne de plusieurs brevets sur le neem, reconnaissant les droits des communautés paysannes.
2004 : Influence dans l'adoption de la Loi sur les semences en Inde, qui protège les semences paysannes.
Contribution aux débats internationaux sur la Convention sur la Diversité Biologique

Asociación de Productores de Stevia de Caaguazú

- Défend les petits producteurs de stevia face aux multinationales qui cherchent à breveter et contrôler la production.
- Mène des campagnes de sensibilisation locale et internationale sur les droits des communautés agricoles.
- Favorise l'organisation collective et la souveraineté sur les semences de stevia, Organisation de formations et ateliers pour renforcer les connaissances sur les droits des producteurs.

2015 : obtention d'un moratoire temporaire sur certains brevets liés à la stevia au Paraguay. Les Comités continuent de réclamer un vrai partage des bénéfices liés à la commercialisation de la stévia et une restitution ou reconnaissance territoriale.
2018 : inclusion partielle des droits coutumiers dans la législation locale sur les semences.
Renforcement de la mobilisation paysanne locale face à la pression des multinationales.

Movimiento Indígena del Río Balsas

- Protège les variétés traditionnelles de haricot face aux semences génétiquement modifiées (OGM).
- Combat la privatisation des semences et la biopiraterie industrielle.
- Organise des échanges de semences traditionnelles et des campagnes d'éducation communautaire.

2016 : suspension des essais de semences OGM dans plusieurs zones du bassin du Río Balsas.
2019 : inscription de certaines variétés de haricot traditionnelles au registre national du patrimoine agricole mexicain.
Renforcement de la mobilisation indigène autour de la souveraineté alimentaire.

Plateforme Africaine des Publics et des Défenseurs des Droits Économiques et Sociaux

- Organisation de campagnes de sensibilisation sur le continent Africain et à l'international et participation aux forums économiques et politiques pour porter la voix des citoyen.nes.
- Élaboration de rapports et propositions alternatives de politique monétaire.
- Collaboration avec des groupes parlementaires africains et organisations internationales.

2019 : participation active à la création de l'Eco, future monnaie d'Afrique de l'Ouest destinée à remplacer le Franc CFA (imposée par Macron et Ouattara).
2021 : inclusion des questions monétaires dans les débats régionaux grâce aux mobilisations du collectif et alliés.

Tournons la page

- Campagnes populaires contre le franc CFA et l'ECO
- Plaidoyer pour la souveraineté monétaire
- Actions de rue et médiatiques

2020-2021 : Réduction de l'élan politique autour de l'ECO : plusieurs pays (comme le Nigeria et le Ghana) s'en désolidarisent.
Émergence d'un débat public africain massif sur la souveraineté monétaire, autrefois marginal.
Renforcement des alliances panafricanistes pour une alternative construite avec et pour les peuples.

Coalition Haïtienne pour l'Annulation de la Dette

- Organisation de campagnes de sensibilisation nationales et internationales sur l'illégitimité de cette dette historique
- Plaidoyer auprès d'instances internationales et d'alliés dans la société civile globale
- Mobilisations populaires dans les quartiers populaires d'Haïti
- Production de rapports documentant les conséquences sociales et économiques

2010-2011 : après le séisme, des discussions ont abouti à un moratoire sur le service de la dette, limitant les paiements pour permettre la reconstruction
2021 : plusieurs organisations internationales, dont le FMI, ont reconnu la nécessité d'un allègement de la dette pour Haïti, mais aucune annulation complète n'a encore été décidée. L'initiative a largement contribué à maintenir le débat public mondial sur le caractère colonial de cette dette

Forest Peoples Programme

- Documentation et dénonciation des violations des droits fonciers, des conservations militarisées (parcs nationaux, réserves naturelles) qui expulsent ou criminalisent les habitant·es des forêts
- Soutien juridique et mobilisation des communautés
- Campagnes internationales de sensibilisation et plaidoyer auprès d'organisations internationales et bailleurs
- Participation à des forums climatiques mondiaux pour alerter sur les impacts du colonialisme vert

2019 : Annulation du projet REDD+ "Green Gold Liberia" après une mobilisation internationale coordonnée
Renforcement du débat sur les droits fonciers dans les politiques climatiques au Liberia et à l'ONU
Meilleure reconnaissance des droits des peuples autochtones dans certains documents politiques locaux

Ujamaa Community Resource Team

- Organisation de campagnes de sensibilisation sur les droits fonciers autochtones
- Dialogue et négociation avec les agences gouvernementales et les autorités de conservation
- Soutien juridique aux communautés Maasai et Barabaig face aux expulsions
- Promotion d’un modèle de conservation intégrant les savoirs et usages traditionnels

Reconnaissance officielle d’une partie des droits pastoraux des Maasai sur les zones protégées en 2019. Application partielle avec des restrictions encore en place et des pressions foncières persistantes